

Le Matin

lundi 29 juin 2009

Economie

INFRASTRUCTURES/COOPÉRATION / Des opportunités énormes pour La Gonâve



Fred E. Rice, PDG de GRE.

Dans le domaine touristique, beaucoup de possibilités existent dans plusieurs régions du pays. Pour

peu que des investisseurs haïtiens ou étrangers veulent s'y risquer. C'est le cas de l'île de La Gonâve où un méga projet de développement touristique est mis sur la table par une compagnie américaine de concert avec une entreprise locale. Mais elle n'arrive pas à s'implanter faute de l'accord des responsables gouvernementaux qui hésiteraient à leur donner l'autorisation.

Le projet, d'un montant total de 48 milliards de dollars sur une vingtaine d'années, vise, à terme, la création de 1,5 millions d'emplois à travers le pays dont 214 000 à La Gonâve. Il est axé sur plusieurs points : développement touristique, constructions de ports pour permettre à six bateaux de croisière emportant un total de 30 000 touristes par semaine, création d'infrastructures telles des routes et des aéroports internationaux, le développement de l'agriculture à travers le pays est également inclus pour nourrir les visiteurs. Le chiffre

de 600 000 hectares de terre a été avancé. La mise en œuvre et le financement sera assuré par le Global Renewable Energy et La Gonâve Economic Development Group. Les deux entités se réuniront au sein de La Gonâve Development Authority. « Ce projet vise à faire de La Gonâve le plus grand port de la Caraïbe », apprend-on.

Depuis trois ans, les investisseurs travaillent sur le projet mais les instances publiques n'ont pas encore donné leur accord définitif. Selon les promoteurs du projet, la population de la petite île est impatiente de le voir démarrer et une pétition comportant à ce jour plus de 50 000 signatures pour forcer les responsables à signer le contrat. Johnny Armand, président de La Gonâve Economic Development Group, mettant en contexte ce projet, a estimé que cela leur est venu du fait de la disparition du nom du pays de la liste des destinations touristiques à travers le monde. « Je

me suis dit qu'il faut faire quelque chose et depuis plus de treize ans j'ai commencé à y travailler », a-t-il poursuivi. Il a fait état des démarches qu'ils ont entreprises pour finaliser ce projet. « Mais à chaque fois que nous étions près du but, une crise politique est venue briser nos efforts. Nous avons dû recommencer », a-t-il déploré.

Johnny Armand a insisté sur les opportunités qu'offre leur alternative en termes d'emplois et aussi d'infrastructures. Il a parlé des rencontres entreprises avec les représentants au plus haut niveau de l'État (Exécutif, parlementaire), mais aucun avancement notable n'est constaté. Cependant, il a dit ignorer « la raison de ce blocage ». « Les investisseurs commencent à s'impatienter et ne vont pas tarder à partir pour d'autres pays. Car il y a beaucoup de lenteurs dans le dossier », a-t-il regretté. « Vue la situation économique du pays, pouvons-nous nous permettre de perdre une telle

occasion ? », s'est-il interrogé, se refusant à une telle éventualité.

Pour lui, les demandes sont simples, ils veulent un partenariat avec le gouvernement pour gérer l'initiative. « Nous ne demandons pas un sou au gouvernement. Les investisseurs ont le montant qu'il faut pour démarrer et pour le suivi. Nous pouvons leur donner des preuves s'ils le veulent », a-t-il martelé, regrettant l'hésitation des responsables. Il a plus loin souligné que la fin du mois est la date limite des investisseurs pour trouver une réponse claire.

Pour sa part, Fred E. Rice, PDG de Global Renewable Energy, a estimé que le peuple haïtien vit dans une situation difficile et que les membres de la population n'ont pas vu leurs droits à la santé, à un logement décent, entre autres, se réaliser et, ceci, plus de vingt ans après l'entrée en vigueur de la Constitution de 1987. « Nous engageons les Haïtiens à entrer dans un mouvement de rénovation afin qu'il y ait une

nouvelle Haïti », a-t-il déclaré, ajoutant que des partenaires l'ont déconseillé de venir dans le pays car les conditions sont difficiles. « Mais je refuse de croire qu'il n'y a pas d'espoir. Nous sommes arrivés à un point où demain c'est aujourd'hui », a-t-il laissé entendre. Le responsable a indiqué que les investisseurs disposent de 7,5 milliards de dollars US pour commencer les travaux au début du mois d'août prochain. Fred E. Rice a parlé des rencontres qui se sont déroulées les trois dernières années écoulées avec les membres du gouvernement. Il les a appelés à « respecter les promesses faites aux Haïtiens à travers la Constitution. Durant ce temps, le peuple haïtien attend que ce projet commence ». Pour lui, au départ, seule la peur pouvait freiner ce projet. « Nous avons tenté durant ce temps d'expliquer le projet au gouvernement pour éliminer cette peur. Dès le 25 juin 2008, nous avons acheminé tous les documents légaux aux responsables pour

approbation », a-t-il rappelé,
soulignant qu'un an après ils
attendent toujours cette autorisation.